



Des villes américaines résilientes face au changement climatique : une stratégie d'investissement à long terme

Fin 2018, un groupe de compagnies américaines d'assurance a annoncé leur décision de collaborer avec des analystes climatiques afin d'estimer les coûts financiers des impacts du changement climatique sur les villes, comme la destruction d'infrastructures par exemple. BlackRock, de son côté, publiait en 2019 un rapport sur la traduction des risques climatiques en risques financiers planant sur les villes. D'après ce rapport, environ 58% des métropoles américaines seraient susceptibles de souffrir de pertes de PIB de 1% ou plus d'ici 2080 (chiffres [BlackRock](#)).

Dans ce contexte, le Centre des Solutions pour le Climat et l'Énergie (C2ES pour *Center for Climate and Energy Solutions*) a organisé le 22 octobre un webinar intitulé "[Préserver la compétitivité des villes : les bénéfices de la résilience climatique](#)". À cette occasion, divers acteurs du milieu financier sont intervenus comme Rich Brown, Vice Président Environnement, Social et Gouvernance de la *Bank of America*, Joyce Coffee, Présidente de [Climate Resilience Consulting](#), ou Lisa Schroeer, Directrice du secteur des finances publiques à l'Agence de Notation *S&P Global*. Les principales conclusions du rapport « The Resilience Factor: A Competitive Edge for Climate-Ready Cities » édité par C2ES ont été présentées puis discutées par le panel d'intervenants.

Ce rapport (disponible pour téléchargement [ici](#)) est issu d'un effort de recherche de deux ans visant à comprendre dans quelles mesures le changement climatique et le facteur résilience peuvent constituer des aspects centraux de compétitivité pour les villes américaines. En effet, des événements d'extrême ampleur menacent de

nombreuses villes américaines (feux, sécheresses, tempêtes, etc.), et leurs impacts sur ces villes et leur compétitivité sont nombreux et multidimensionnels. Le document cherche à analyser la nature et la diversité de ces impacts, ainsi que l'efficacité des mesures et stratégies de résilience mises en place à l'échelle municipale. Trois dimensions sont mises en avant : **les finances municipales, le développement économique, et l'habitabilité.**

[Amy Bailey](#), **Directrice pour la soutenabilité et la mobilisation au C2ES**, a présenté les conclusions principales du rapport. Elles sont tirées d'une revue de la littérature sur l'impact de la résilience climatique sur les facteurs de compétitivité économique à l'échelle locale à laquelle sont confrontées les réponses d'une enquête auprès d'une trentaine de représentants des gouvernements locaux issus de 20 villes différentes, auprès d'experts du secteur privé (assurance, agence de notation, immobilier et finance), ainsi qu'une analyse des plans de résilience et de développement économique de plusieurs municipalités.

Des poids multiples qui pèsent sur les finances municipales

Les catastrophes climatiques mais également les événements météorologiques mineurs peuvent engendrer des coûts importants pour les municipalités qui doivent réaffecter certains budgets vers des plans de reconstruction et de relance. Ces impacts financiers encore mal quantifiés pèsent sur des budgets municipaux déjà fragilisés. L'érosion du prix de l'immobilier causée par ces événements est également un facteur qui fait diminuer les sources de revenus pour les municipalités.

Sans une prise en compte de ces risques financiers et la mise en place de mesures adéquates, les municipalités peuvent se retrouver dans une spirale d'endettement à long terme qui crée des coûts supplémentaires. Ce phénomène est renforcé par l'intégration progressive par les agences de notations et les investisseurs de facteurs climatiques dans leurs calculs de risque, ce qui a pour effet de limiter les capacités d'endettement des villes et d'augmenter encore le coût des emprunts alors même qu'elles auraient besoin de cet argent pour investir dans la résilience.

La diversification des activités économiques, facteur de compétitivité et de résilience

De manière générale, des économies diversifiées s'avèrent plus résilientes au changement climatique. Le rapport fait néanmoins état d'un manque d'alignement entre les stratégies de développement économique et d'amélioration de la résilience ; il est donc nécessaire que le secteur privé s'intéresse à ces pratiques et que les gouvernements municipaux entretiennent cette culture. Les villes commencent à mettre en place de nouvelles incitations orientées vers le secteur privé en vue de promouvoir les pratiques de diminution des risques. Ce type d'investissement peut permettre aux villes d'augmenter leur autonomie.

Les prix du marché immobilier peuvent aussi être influencés négativement par le changement climatique. Les investisseurs du secteur sont donc en première ligne et s'intéressent de façon croissante aux politiques d'atténuation des risques.

Habitabilité et accessibilité du logement comme source d'attractivité des territoires

Le changement climatique menace directement l'expérience des citoyens. S'il menace, comme mentionné plus haut, de déprécier la valeur de l'immobilier - ou du moins de la faire croître à un rythme ralenti, il risque parallèlement d'augmenter le prix de l'habitat en faisant croître le coût de l'assurance. Les communautés les plus marginales sont d'autant plus vulnérables, alors que la diversité démographique d'une ville peut renforcer sa compétitivité, en attirant de nouveaux secteurs d'activité notamment. Il est donc essentiel de mettre en place des politiques d'intégration. Le rapport pointe le secteur de l'immobilier comme une réelle opportunité de collaboration inter sectorielle, qui permettrait de rendre l'habitat plus accessible et plus résilient.

De manière plus générale, les villes peuvent percevoir les mesures de résilience comme des opportunités pour attirer les investisseurs. Néanmoins, le manque de coordination entre les départements empêchent les décideurs politiques d'intégrer complètement les risques climatiques à leurs stratégies et de percevoir les potentiels bénéfiques d'actions de résilience. Le manque de chiffres sur les défis financiers qui se profilent rend d'autant plus compliquée la mobilisation des acteurs. Un système de catégorisation des risques serait pertinent afin de mieux cibler les investissements.

Au-delà de ces trois axes de réflexion dégagés par le rapport du C2ES, le panel a abordé d'autres points clés méritant d'être soulignés.

Tout d'abord, les investissements réalisés par les villes doivent être envisagés sur le long terme, tout en étant perçus comme profitables dans un futur proche. Rich Brown, de la Bank of America (BoA), a rappelé que le secteur bancaire souhaite accompagner les villes dans l'élaboration de leur plan d'investissement, dans une dynamique doublement bénéfique ; tandis que les villes se préparent aux impacts du changement climatique sur **leurs infrastructures et leurs ressources humaines** par exemple, augmentant ainsi *in fine* leur résilience, elles créent les conditions pour que les marchés de banques comme la BoA se maintiennent par la préservation de leurs activités. D'après Tim Coffin, gestionnaire d'actifs à Breckinridge Capital Advisors, lever de la dette sur le marché municipal obligataire pour **financer des infrastructures permettant de faire face aux aléas environnementaux** est un atout essentiel au profil des villes. Il apparaît ainsi que le soutien du secteur privé aux gouvernements dans cet objectif est essentiel, faute de ressources publiques suffisantes.

Obtenir des villes résilientes, c'est déjà **étudier et estimer les risques** auxquels les infrastructures font face, afin de construire les aménagements nécessaires, et de les rendre pérennes par la formation et la sensibilisation des gouvernements, et le **développement de base de données** permettant de maintenir un niveau d'information correct. Des agences de notation comme S&P Global intègrent le risque climatique dans leur évaluation de la performance du secteur public. Selon des critères prédéterminés, elles jugent de la **qualité de gestion et d'adaptation des politiques des municipalités**, en comparant les chiffres de différentes villes – ce qui suppose une **transparence des données**. S&P s'appuie pour l'instant sur ses bases de données, mettant en lumière l'exposition et la vulnérabilité face aux événements extrêmes.

La plateforme gouvernementale [FEMA](#) (*Federal Emergency Management Agency*) constitue une première initiative nationale facilitant la coordination et la préparation des municipalités, avec environ un siècle de couverture permettant de suivre l'évolution des stratégies de réponse. Selon le panel, d'autres forums mis en place au niveau des villes, comme la [Boston Green Ribbons Commission](#) gagneraient à être

déployées à une échelle plus large, afin de mutualiser les efforts des comités municipaux et **renforcer transparence et comparabilité.**

Finalement, les interventions mises en avant lors de ce webinaire ont montré une nouvelle appréhension du sujet de la résilience climatique, ici fortement corrélée d'un côté à la gestion des finances des gouvernements municipaux, notamment à leur liquidité, et d'un autre côté à la préparation des villes à l'occurrence d'aléas environnementaux de type feux, ouragans, sécheresse, etc. La résilience est fortement perçue par les intervenants dans son aspect financier, en cela que l'anticipation réside aussi dans l'investissement en amont, non seulement dans des infrastructures adaptées, mais aussi sur les marchés, afin de permettre une **mutualisation des efforts entre les villes et une nécessaire flexibilité.**

Rédacteurs : Juliette Paemelaere, Chargée de Mission Coopération Scientifique INRAE, juliette.paemelaere@inrae.fr & Kévin Kok Heang, Attaché adjoint Science & Technologie, deputy-ntics@ambascience-usa.org